

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201251]

5 MARS 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle (planches 2/27, 8/27, 9/27, 14/27, 17/27, 18/27, 19/27, 20/27, 21/27, 22/27, 24/27, 26/27)

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/Cee du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié dans le *Moniteur belge* du 2 décembre 2005;

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation par le Gouvernement wallon de l'avant-projet de modification du PASH de la Moselle en date du 7 novembre 2013 et portant plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la portion nord de la rue Hasenvenn dans la commune de Bullange (modification n° 09.01);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome de la rue Beckerich à Guirsch dans la commune d'Arlon (modification n° 09.02);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Warnach et de la ZACC de Warnach dans la commune de Fauvillers (modification n° 09.03);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la zone d'activités économiques mixtes de Deiffelt-Schmiede dans la commune de Gouvy (modification n° 09.04);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de plusieurs parties du village d'Ebly dans la commune de Léglise (modification n° 09.05);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du Chemin des Monts à Sibret dans la commune de Vaux-sur-Sûre (modification n° 09.06);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif du village de Parette dans la commune d'Attert (modification n° 09.07);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif de la ZACC du village d'Oudler dans la commune de Burg-Reuland (modification n° 09.08);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie de la route de Malmaison à Honville dans la commune de Fauvillers (modification n° 09.09);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Hollange dans la commune de Fauvillers (modification n° 09.10);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Tintange et de la ZACC de Tintange dans la commune de Fauvillers (modification n° 09.11);

- le passage des régimes de l'assainissement autonome et transitoire vers le régime d'assainissement collectif de zones en habitat dispersé de Martelange et de la zone de loisirs de Grumelange dans la commune de Martelange (modification n° 09.12);

- le passage des régimes de l'assainissement autonome et transitoire vers le régime d'assainissement collectif de zones en habitat dispersé de Bodange et Radelange ainsi que de la zone de loisirs de Radelange dans les communes de Fauvillers et Martelange (modification n° 09.13);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Chêne dans la commune de Léglise (modification n° 09.14);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Traimont dans la commune de Léglise (modification n° 09.15);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du village de Volaville dans la commune de Léglise (modification n° 09.16);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du village de Winville dans la commune de Léglise (modification n° 09.17);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Witry dans la commune de Léglise (modification n° 09.18);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Bercheux dans la commune de Vaux-sur-Sûre (modification n° 09.19);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Juseret dans la commune de Vaux-sur-Sûre (modification n° 09.20);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie du village de Lescheret dans la commune de Vaux-sur-Sûre (modification n° 09.21);

Considérant que le Gouvernement a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 7 novembre 2013 publié dans le *Moniteur belge* du 19 novembre 2013;

Considérant que le Gouvernement a chargé la S.P.G.E. de soumettre cet avant-projet de modification du PASH de la Moselle à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, des titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée le 2 décembre 2013 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des communes consultées pour l'ensemble modifications proposées;

Considérant que dans son avis, le conseil communal de Léglise mentionne que la demande de modification du PASH relative à l'habitation sise rue Champ Claire 4, à Ebly a été initiée à l'époque dans le cadre d'un projet de construction de brasserie au niveau de ladite parcelle, que l'implantation de ce projet a été modifiée, que la demande de modification n'a donc plus lieu d'être;

Vu que les enquêtes publiques organisées par les communes concernées n'ont suscité aucune réclamation;

Vu les avis favorables du Service public de Wallonie, DGO1 et DGO3, émis respectivement en date du 18 février 2014 et du 7 février 2014 pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu les avis favorables sous conditions du Service public de Wallonie, DGO4, pour les modifications du PASH numérotées 09.03 / 09.05 / 09.07 / 09.08 / 09.11 / 09.12 / 09.13 / 09.14 / 09.15 / 09.16 / 09.17 / 09.18 / 09.19 / 09.20 / 09.21;

Considérant que les conditions susvisées portent sur des corrections d'intitulé en lien avec des zones de loisirs pour les modifications n^{os} 09.12 et 09.13; la pertinence de la mise en œuvre de certaines ZACC pour les modifications n^{os} 09.03, 09.08 et 09.11, la mise en œuvre du réseau d'assainissement et la nécessité de réaliser une étude d'incidences sur les zones concernées par les impacts éventuels pour ces nouvelles installations d'assainissement relatives aux modifications numérotées 09.05 / 09.07 / 09.14 / 09.16 / 09.17 / 09.18 / 09.19 / 09.20 / 09.21; le caractère jugé mineur des modifications numérotées 09.05 / 09.06 / 09.14 / 09.15 / 09.16 / 09.17 / 09.18 / 09.19 / 09.20 / 09.21; les raisons qui justifient le maintien de certaines zones en régime autonome pour les modifications n^{os} 09.15 / 09.18; la pose d'égouts qui dérogeraient au principe de lutte contre l'urbanisation tel que préconisé dans le projet de SDER pour les modifications n^{os} 09.07 et 09.16 et la non prise en compte de certains éléments environnementaux pour la modification n^o 09.05;

Considérant que les remarques relatives aux intitulés des cartes sont prises en compte, que le titre de ces cartes relatives aux modifications n^{os} 09.12 et 09.13 sont amendées pour changer l'appellation ZACC par zone de loisirs; que ces modifications cartographiques ne sont pas de nature à remettre en cause les régimes d'assainissement proposés;

Considérant que les autres conditions émises par le Service public de Wallonie, DGO4, ne font pas l'objet de la modification du PASH proprement dite comme justifié au chapitre 5 du rapport visé à l'annexe I;

Considérant que la modification numérotée 09.05 est amendée pour maintenir la parcelle de la rue Champ Claire 4, à Ebly en assainissement autonome suite au changement d'implantation du projet de brasserie, que les révisions du régime d'assainissement pour les autres parcelles de cette modification 09.05 sont maintenues;

Considérant que les autres modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de la Moselle sont maintenues;

Vu le rapport relatif au projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle, visé à l'annexe I;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle visé à l'annexe I.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre-président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe I - Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et des cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique Assainissement > Plans d'assainissement (PASH) > Modifications des PASH).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201251]

**5. MÄRZ 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Verabschiedung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel
(Karten 2/27, 8/27, 9/27, 14/27, 17/27, 18/27, 19/27, 20/27, 21/27, 22/27, 24/27, 26/27)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 43 §§ 2 und 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt und am 2. Dezember 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) (SPGE) anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet (PASH) der Mosel vom 7. November 2013, insbesondere in Bezug auf :

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den nördlichen Teil der "Rue Hasenvenn" in der Gemeinde Büllingen (Abänderung Nr. 09.01);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "Rue Beckerich" in Guirsch in der Gemeinde Arlon (Abänderung Nr. 09.02);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Warnach und für das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von Warnach in der Gemeinde Fauvillers (Abänderung Nr. 09.03);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren des gemischten Gewerbegebiets von Deiffelt-Schmiede in der Gemeinde Gouvy (Abänderung Nr. 09.04);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für mehrere Teile des Dorfes Ebly in der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 09.05);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den "Chemin des Monts" in Sibret in der Gemeinde Vaux-sur-Sûre (Abänderung Nr. 09.06);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Parette in der Gemeinde Attert (Abänderung Nr. 09.07);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung des Dorfes Oudler in der Gemeinde Burg-Reuland (Abänderung Nr. 09.08);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "Route de Malmaison" in Honville in der Gemeinde Fauvillers (Abänderung Nr. 09.09);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Hollange in der Gemeinde Fauvillers (Abänderung Nr. 09.10);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Tintange und für das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von Tintange in der Gemeinde Fauvillers (Abänderung Nr. 09.11);

- den Übergang vom autonomen und vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für verteilte Wohngebiete von Martelange und für das Freizeitgebiet von Grumelange in der Gemeinde Martelange (Abänderung Nr. 09.12);

- den Übergang vom autonomen und vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für verteilte Wohngebiete von Bodange und Radelange, sowie für das Freizeitgebiet von Radelange in den Gemeinden Fauvillers und Martelange (Abänderung Nr. 09.13);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Chêne in der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 09.14);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Traimont in der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 09.15);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Volaiville in der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 09.16);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Winville in der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 09.17);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Witry in der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 09.18);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Bercheux in der Gemeinde Vaux-sur-Sûre (Abänderung Nr. 09.19);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Juseret in der Gemeinde Vaux-sur-Sûre (Abänderung Nr. 09.20);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Lescheret in der Gemeinde Vaux-sur-Sûre (Abänderung Nr. 09.21);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel zu gewähren, dass sie in ihrem im Belgischen Staatsblatt vom 19. November 2013 veröffentlichten Erlass vom 7. November 2013 die Gründe angegeben hat, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Regierung die SPGE damit beauftragt hat, diesen Vorentwurf zur Abänderung des PASH der Mosel der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, der betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 2. Dezember 2013 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen operativen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die SPGE zugeschiedt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der SPGE übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Gutachten der zu Rate gezogenen Gemeinden für sämtliche vorgeschlagenen Abänderungen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Léglise in seinem Gutachten erwähnt, dass der Antrag auf Abänderung des PASH bezüglich der rue Champ Claire 4 in Ebly gelegenen Wohnung damals im Rahmen eines Projekts für den Bau einer Brauerei auf der besagten Parzelle in die Wege geleitet wurde, dass der Standort des Projekts verändert wurde und dass der Abänderungsantrag daher nicht mehr sinnvoll ist;

Aufgrund der Tatsache, dass die durch die betroffenen Gemeinden durchgeführten öffentlichen Untersuchungen keine Beschwerde ausgelöst haben;

Aufgrund der günstigen Gutachten des öffentlichen Dienstes der Wallonie - DGO1 und DGO3 -, die jeweils am 18. Februar 2014 und am 7. Februar 2014 für sämtliche vorgeschlagenen Abänderungen abgegeben wurden;

Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten des öffentlichen Dienstes der Wallonie - DGO4 - für die 09.03 / 09.05 / 09.07 / 09.08 / 09.11 / 09.12 / 09.13 / 09.14 / 09.15 / 09.16 / 09.17 / 09.18 / 09.19 / 09.20 / 09.21 nummerierten Abänderungen des PASH;

In der Erwägung, dass die vorerwähnten Bedingungen Folgendes betreffen: Berichtigungen von Überschriften, die mit Freizeitgebieten verbunden sind, für die Abänderungen Nr. 09.12 und 09.13; die Zweckmäßigkeit der Erschließung bestimmter Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung für die Abänderungen Nr. 09.03, 09.08 und 09.11, die Durchführung des Sanierungsnetzes und die Notwendigkeit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung über die von den eventuellen Auswirkungen betroffenen Gebiete für diese neuen Sanierungsanlagen betreffend die 09.05/ 09.07/ 09.14/ 09.16/ 09.17/ 09.18/ 09.19/ 09.20/ 09.21 nummerierten Abänderungen; die erachtete Geringfügigkeit der 09.05/ 09.06/ 09.14/ 09.15/ 09.16/ 09.17/ 09.18/ 09.19/ 09.20/ 09.21 nummerierten Abänderungen; die Gründe, die die Beibehaltung bestimmter Gebiete in einem autonomen Verfahren rechtfertigen, für die Abänderungen Nr. 09.15/ 09.18; das Verlegen von Kanalisationen, die vom Grundsatz der Bekämpfung der Urbanisierung im Sinne des Entwurfs des Entwicklungsplans des regionalen Raums abweichen würden, für die Abänderungen Nr. 09.07 und 09.16 und die Nichtbeachtung gewisser Umweltfaktoren für die Abänderung Nr. 09.05;

In der Erwägung, dass die Bemerkungen betreffend die Überschriften der Karten berücksichtigt werden, dass der Titel der Karten über die Abänderungen Nr. 09.12 und 09.13 berichtigt wird, um die Bezeichnung "Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung" durch "Freizeitgebiet" zu ersetzen; in der Erwägung dass durch diese kartographischen Abänderungen die vorgeschlagenen Sanierungsverfahren nicht beeinträchtigt werden können;

In der Erwägung, dass die anderen durch den öffentlichen Dienst der Wallonie - DGO4 - gestellten Bedingungen nicht Gegenstand der eigentlichen Abänderung des PASH sind, wie gerechtfertigt in Kapitel 5 des im Anhang I erwähnten Berichts;

In der Erwägung, dass die 09.05 nummerierte Abänderung berichtigt wird, um die Parzelle der rue Champ Claire 4, in Ebly infolge der Standortänderung des Brauerei-Projekts in einem autonomen Sanierungsverfahren zu erhalten, und dass die Revisionen des Sanierungsverfahrens für die anderen Parzellen der Abänderung Nr. 09.05 erhalten werden;

In der Erwägung, dass die sonstigen oben erwähnten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf des PASH der Mosel vorgestellt werden, erhalten bleiben;

Aufgrund des im Anhang I erwähnten Berichts über den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet die im Anhang I erwähnte Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang I - Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel abwärts besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten PASH und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Assainissement" > "Plans d'assainissement (PASH)" > "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201251]

**5 MAART 2015. — Besluit van de Waalse Regering
tot goedkeuring van de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel
(bladen 2/27, 8/27, 9/27, 14/27, 17/27, 18/27, 19/27, 20/27, 21/27, 22/27, 24/27, 26/27)**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (CWATUPE), inzonderheid op artikel 43, § 2 en 3 houdende organisatie van het openbaar onderzoek;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel dat op 10 november 2005 is goedgekeurd door de Waalse Regering en op 2 december 2005 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

Gelet op de noodzaak tot wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied door deze opdracht aan de "S.P.G.E." toe te vertrouwen;

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel op 7 november 2013, met name betreffende:

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van het noordelijke gedeelte van de "rue Hasenvenn" in de gemeente Bullange (wijziging nr. 09.01);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue Beckerich" te Guirsch in de gemeente Aarlen (wijziging nr. 09.02);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van het dorp Warnach en het gemeentelijk overleggebied Warnach in de gemeente Fauvillers (wijziging nr. 09.03);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de gemengde bedrijfsruimte van Deiffelt-Schmiede in de gemeente Gouvy (wijziging nr. 09.04);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van verschillende delen van het dorp Ebly in de gemeente Léglise (wijziging nr. 09.05);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "Chemin des Monts" te Sibret in de gemeente Vaux-sur-Sûre (wijziging nr. 09.06);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van het dorp Parette in de gemeente Attert (wijziging nr. 09.07);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van het gemeentelijk overleggebied van het dorp Oudler in de gemeente Burg-Reuland (wijziging nr. 09.08);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van "de route de Malmaison" te Honville in de gemeente Fauvillers (wijziging nr. 09.09);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Hollange in de gemeente Fauvillers (wijziging nr. 09.10);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Tintange en van de "ZACC" van Tintange in de gemeente Fauvillers (wijziging nr. 09.11);

- de overgang van de autonome en tijdelijke saneringsstelsels naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van gebieden met verspreide woningen van Martelange en van het recreatiegebied van Grumelange in de gemeente Martelange (wijziging nr. 09.12);

- de overgang van de autonome en tijdelijke saneringsstelsels naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van gebieden met verspreide woningen van Bodange en Radelange alsook van het recreatiegebied van Radelange in de gemeenten Fauvillers en Martelange (wijziging nr. 09.13);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Chêne in de gemeente Léglise (wijziging nr. 09.14);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Traimont in de gemeente Léglise (wijziging nr. 09.15);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van het dorp Volaville in de gemeente Léglise (wijziging nr. 09.16);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van het dorp Winville in de gemeente Léglise (wijziging nr. 09.17);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Witry in de gemeente Léglise (wijziging nr. 09.18);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Bercheux in de gemeente Vaux-sur-Sûre (wijziging nr. 09.19);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Juseret in de gemeente Vaux-sur-Sûre (wijziging nr. 09.20);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van het dorp Lescheret in de gemeente Vaux-sur-Sûre (wijziging nr. 09.21);

Overwegende dat de Regering beslist heeft de vrijstelling gelijktijdig met de goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel toe te kennen, dat ze de redenen heeft vermeld waarvoor ze beslist heeft dat plan vrij te stellen van een milieueffectenbeoordeling in haar besluit van 7 november 2013 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 november 2013;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee heeft belast dit voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel te onderwerpen aan de raadpleging van de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 2 december 2013 door de "S.P.G.E." aan de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, aan de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek georganiseerd op het grondgebied van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel R.288, 44, van het Waterwetboek binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige of gunstig geachte adviezen van de gemeenten geraadpleegd voor alle voorgestelde wijzigingen;

Overwegende dat de gemeenteraad van Léglise vermeldt dat de wijzigingsaanvraag van het saneringsplan per onderstroomgebied betreffende de woning gelegen "rue Champ Claire" 4, te Ebly toentertijd in het kader van een bouwproject van een brouwerij ter hoogte van dit perceel ingeleid is; dat de ligging van dit project gewijzigd is en dat er geen reden meer is om de wijzigingsaanvraag in te dienen;

Overwegende dat de openbare onderzoeken georganiseerd door de betrokken gemeenten geen bezwaar hebben doen ontstaan;

Gelet op de gunstige adviezen van de Waalse Overheidsdienst, DGO1 en DGO3, uitgebracht respectievelijk op 18 februari 2014 en 7 februari 2014 voor het geheel van de voorgestelde wijzigingen;

Gelet op de voorwaardelijke adviezen van de Waalse Overheidsdienst, DGO4, voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 09.03 / 09.05 / 09.07 / 09.08 / 09.11 / 09.12 / 09.13 / 09.14 / 09.15 / 09.16 / 09.17 / 09.18 / 09.19 / 09.20 / 09.21;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden betrekking hebben op opschriftverbeteringen gebonden aan de recreatiegebieden voor de wijzigingen nr. 09.12 en 09.13, de relevantie van de uitvoering van sommige gemeentelijke overleggebieden voor de wijzigingen nr. 09.03, 09.08 en 09.11, de uitvoering van het saneringsnet en de noodzaak om een effectenonderzoek uit te voeren in de gebieden betrokken bij de eventuele gevolgen voor die nieuwe saneringsinstallaties betreffende de wijzigingen genummerd 09.05/ 09.07/ 09.14/ 09.16/ 09.17/ 09.18/ 09.19/ 09.20/ 09.21; het als gering beschouwd karakter van de wijzigingen genummerd 09.05/ 09.06/ 09.14/ 09.15/ 09.16/ 09.17/ 09.18/ 09.19/ 09.20/ 09.21; de redenen die de handhaving van sommige gebieden als autonoom stelsel rechtvaardigen voor de wijzigingen nr. 09.15/09.18; de installatie van rioleringen die zou afwijken van het principe van de bebouwingsbestrijding zoals aanbevolen in het ontwerp van ruimtelijk ontwikkelingsplan voor de wijzigingen nr. 09.07 en 09.16 en de niet-overweging van sommige leefmilieu-elementen voor de wijziging nr. 09.05;

Overwegende dat de opmerkingen betreffende de opschriften van de kaarten in aanmerking worden genomen, dat het opschrift van die kaarten betreffende de wijzigingen nr. 09.12 en 09.13 gewijzigd wordt om de benaming "gemeentelijk overleggebied" te vervangen door recreatiegebied; dat die cartografische wijzigingen niet van dien aard zijn dat ze de voorgestelde saneringsstelsels in het gedrang brengen;

Overwegende dat de andere voorwaarden van de "Waalse Overheidsdienst, DGO4" niet het voorwerp uitmaken van de eigenlijke wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied zoals gerechtvaardigd in hoofdstuk 5 van het in bijlage I bedoelde rapport;

Overwegende dat de wijziging genummerd 09.05 gewijzigd wordt om het perceel van de "rue Champ Claire" te Ebly te handhaven als autonome sanering ten gevolge van de verandering van de ligging van het project van brouwerij; dat de herzieningen van het saneringsstelsel voor de andere percelen van die wijziging 09.05 gehandhaafd worden;

Overwegende dat de andere bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel gehandhaafd worden;

Gelet op het verslag betreffende het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel bedoeld in bijlage I;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu,

Besluit:

Artikel 1. De Regering keurt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel bedoeld in bijlage I goed.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister-President,

P MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage I - Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel

Het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moezel bestaat uit een kaart en uit een verslag betreffende de wijzigingen van dat saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "SPGE" ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "Assainissement > Plans d'assainissement (PASH) > Modifications des PASH").